

EUROPE DE LA DÉFENSE

L'Allemagne planche depuis le mois de février sur son prochain livre blanc de la défense. Il doit être livré pour l'été 2016, soit dix ans après le précédent. Cette perspective relance chez certains l'espoir de la mise en place d'une véritable politique de défense européenne alors que les menaces s'accroissent (terrorisme, « cyberguerre », Ukraine). L'ancien secrétaire d'État allemand à la Défense Stéphane Beemelmanns regrette le manque d'ambition et de volonté politique des Européens sur ce sujet. Il avance plusieurs pistes pour la mise en commun des moyens, tout en respectant les politiques militaires nationales. Vivien Pertusot, chercheur à l'Ifrri, appelle l'Allemagne à mettre fin à sa « culture de retenue » et à évoluer, à travers son livre blanc, des signaux à ses partenaires européens.

# La France et l'Allemagne doivent aller de l'avant

**B**ien souvent les questions posées sur les grands sujets d'avenir le sont moins en vue de trouver des réponses adéquates que pour insinuer une réflexion, tout en escamotant le besoin d'action. C'est le cas pour l'Europe de la défense, un thème qui revient régulièrement sur la scène publique en Allemagne, quand on veut critiquer la politique de défense nationale ou déplacer le débat en se référant à l'Europe.

Les réactions à ces débats sont récurrentes : les uns demandent plus d'efforts nationaux ou en nient carrément la nécessité, tandis que les autres se réfèrent à la Cour constitutionnelle de Karlsruhe pour évacuer toute velléité d'europeïsation de la défense, arguant que celle-ci serait contraire à la Loi fondamentale. Ce qui fait cruellement défaut, tant en Allemagne que dans le reste de l'Europe, c'est un débat sur la nécessité et les fins d'une Europe de la défense. Les crises qui nous menacent (terrorisme, Ukraine ou le problème des réfugiés et migrants) et qui ont tendance à se rapprocher de nous, sans que nous ayons trouvé les moyens

Pour y répondre, l'Europe s'appuie sur l'Otan et sur une politique commune de sécurité et de défense (PCSD), qui a du mal à s'accorder sur des missions fortes, faute de moyens ou de la volonté d'en allouer. Et pourtant, l'Europe aligne avec ses 28 armées la deuxième plus grosse armée du monde après celle de la Chine, mais son efficacité à de quoi faire pâlir face à celle des États-Unis.

Les raisons sont connues de tous : manque d'homogénéité, de structures de commandement, de renseignement,

réellement engagés, mais aussi des projets de « pooling and sharing », qui sont bien loin de donner une solution au manque d'efficacité. La taille de l'enjeu n'a d'égal que le manque d'ambition et de volonté politique.

Alors, que nous faut-il ? Décider maintenant :

– si oui ou non nous voulons une défense commune, complémentaire aux politiques militaires nationales et en étroite coopération avec l'Otan, qui reste irremplaçable. Pour cela il me

semble urgent de lancer un livre blanc de la défense européenne qui devrait développer les décisions nécessaires tout en les situant dans le contexte géostratégique

et en y intégrant les options nationales que certains pays voudront se réserver, pour des raisons historiques ou des liens internationaux (traités d'assistance) ;

– de la nécessité d'aligner les efforts nationaux au profit d'un effort commun, valorisant pour l'ensemble et pour chacun ;

– d'engager à ces fins un processus d'harmonisation des matériels, sans esquives ou autres faux-semblants. Si l'Allemagne et la France s'engageaient ensemble à remplacer leurs fusils d'assaut respectifs G36 et Famas en fin de service, cela aurait un véritable effet fédérateur, surtout en ouvrant le projet aux autres pays européens ;

– de doter l'Union européenne de moyens conséquents de renseignement, d'analyse et de commandement. Il y a encore deux ans, un des hauts responsables militaires de l'UE m'avouait qu'en cas de crise (à l'époque il s'agissait du Mali) il allait « au renseignement » dans les capitales dont il supposait qu'elles en disposaient, ce qui avait pour effet de permettre aux autres pays membres de mettre en doute l'objectivité des sources et des analyses et donc de bloquer tout projet décisionnel. L'Europe doit pouvoir se faire une idée par elle-même dans une situation de crise. Pourquoi ne pas doter Frontex de drones pour surveiller la Méditerranée ? Pourquoi ne pas utiliser Galileo pour la PCSD ?

La défense de l'Europe ne sera efficace que si les moyens nationaux et communautaires sont réellement adaptés à l'enjeu global et interopérables. Et elle ne se fera que si les questions de souveraineté nationale n'y sont pas opposées par principe. Toutes les missions des dernières années ont démontré qu'aucun pays n'est vraiment à même de les réaliser durablement seul, sans demander tôt ou tard de l'appui, du financement ou de la relève. Reconnaitre cela est la meilleure preuve du besoin de l'Europe d'agir en commun, même dans le domaine de la défense. La France et l'Allemagne le savent, elles se doivent d'aller de l'avant.

*\* Actuellement directeur général d'Europ Berlin, société de conseil et de lobbying auprès des institutions et de certains États membres de l'Union européenne.*



STÉPHANE BEEMELMANS

L'ancien secrétaire d'État allemand à la Défense\* plaide pour une harmonisation rapide des structures de commandement, de logistique et de programmations militaires au sein des pays européens.

de les confiner efficacement à leurs sources géographiques, nous démontrent à quel point notre Europe pacifiée et pacifique est menacée à ses frontières et en son for intérieur.

« L'Europe aligne avec ses 28 armées la deuxième plus grosse armée du monde après celle de la Chine, mais son efficacité a de quoi faire pâlir face à celle des États-Unis »

de logistique commune, mais aussi de cohésion dans les programmations militaires. Quelques (rares) armées européennes sont encore capables de « tout faire », tout en atteignant vite des limites sur l'envergure et la durée, alors que les autres armées ne font que ce qu'elles peuvent ou veulent financer. Le cas le plus marquant est la police aérienne par l'Otan au profit des pays Baltes, un cas qui pourrait faire école dans d'autres pays d'Europe de l'Est. Tous les projets actuels, aussi méritoires soient-ils, ont en commun de vouloir commencer petit dans l'espoir de terminer grand, espoir jusqu'à présent régulièrement déçu. Ainsi en est-il des « battle groups », jamais

# À Berlin de prouver que sa posture stratégique a vraiment changé

**L**a coopération franco-allemande en matière de sécurité et de défense patine. La raison centrale en est claire : la France et l'Allemagne n'ont pas les mêmes ambitions stratégiques. De ce constat découle un flot de divergences sur l'usage de la force, les investissements de défense... L'annonce pour 2016 d'un nouveau livre blanc sur l'avenir de la politique allemande de sécurité et de défense est bienvenue et pourrait consolider les signaux dispersés qui se multiplient outre-Rhin. Pour la France, le regard se portera sur trois aspects : la posture stratégique de l'Allemagne, les opportunités de coopération bilatérale et les ambitions en matière de défense européenne.

La communauté stratégique française est particulièrement critique à l'encontre de l'Allemagne. La « culture de retenue », caractéristique de la posture allemande, a en effet généré son lot de frustrations, parfois même d'animosité. Les raisons de la posture allemande sont bien connues, mais l'incompréhension française reste patente face à une prolifération de défis sécuritaires dans le monde.

Depuis décembre 2013, le nouveau gouvernement allemand semble toutefois avoir changé de rhétorique. Plusieurs discours, notamment du président allemand Joachim Gauck et de la ministre de la Défense Ursula von der Leyen, ont

marqué les esprits. Le ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, a récemment conclu une réflexion en vue de réformer la politique étrangère allemande. Angela Merkel, d'avantage sous pression que de manière proactive, a pris les rênes des discussions avec la Russie sur le dossier ukrainien. En mars dernier, la chancelière allemande a annoncé une augmentation du budget de défense de 6,2 % sur cinq ans – de quoi atténuer un peu les critiques sur les dépenses insuffisantes de l'Allemagne, dont le budget plafonnait à 1,23 % du PIB en 2013, bien loin des 2 % demandés par l'Otan.

À cela s'ajoutent des initiatives moins médiatiques, mais notables : l'Allemagne a initié un format de coopération de défense au sein de l'Otan, le concept de « nation cadre », tout en montrant l'exemple. Au sein de l'Union européenne, l'Allemagne veut lancer l'initiative « Train and Equip » (former et équiper), visant à mieux encadrer la formation et l'équipement fournis aux pays dans lesquels l'Union lance des opérations militaires, notamment en Afrique.

Pour le moment, ces signaux constituent un ensemble décousu. Ils semblent le fruit du contexte plutôt que d'un changement de posture stratégique. Aucune de ces mesures n'est politiquement coûteuse. Même l'attitude ferme de Berlin à l'encontre de Moscou rencontre l'adhésion de l'opinion allemande. En outre, le gouvernement a compris que toute annonce ou mesure qui semble désavouer « la culture de retenue » pouvait servir de gage auprès de partenaires demandeurs, en Europe et aux États-Unis. Le prochain livre blanc

allemand devra orchestrer ces signaux afin de présenter une partition plus cohérente.

Si cela venait à se confirmer, la France pourrait de nouveau croire dans un vrai partenariat franco-allemand et un coleadership européen en matière de sécurité et de défense. Si la France et l'Allemagne ont coopéré sur plusieurs programmes d'armement par le passé, comme l'hélicoptère Tigre ou l'A400M, ainsi que le lancement d'EADS, devenu Airbus, et le projet de fusion dans

à 2030, il ne pourra voir le jour dans ces délais que si les deux pays entretiennent une coopération étroite et soutenue en matière de politique de défense.

Au niveau européen, les enjeux sont similaires. « L'Europe de la défense », telle qu'elle est encore aujourd'hui envisagée par les autorités françaises, ne rencontre qu'un écho poli outre-Rhin. Pour l'Allemagne, l'UE est avant tout une puissance civile. À l'Otan comme dans le cadre de la politique de sécurité et de

défense commune, l'Allemagne est rarement en pointe.

Toutefois, l'attitude plus pragmatique de la France à l'égard de la défense européenne, à savoir qu'il faut empêcher un déclassement collectif par tous

« Si la France et l'Allemagne ont coopéré sur plusieurs programmes d'armement par le passé, comme l'hélicoptère Tigre ou l'A400M, ainsi que le lancement d'EADS, devenu Airbus, et le projet de fusion dans l'industrie terrestre entre Nexter et KMW, cette coopération pêche par manque de convergences stratégiques »

les moyens et institutions possibles, peut servir à embarquer l'Allemagne... si elle le souhaite. La relance, encore timide, du triangle de Weimar (Allemagne, France, Pologne) peut servir de plate-forme pour articuler un coleadership en matière de défense européenne. Les trois partenaires ont des postures stratégiques différentes, mais pourraient aplanir leurs différences dans ce cadre et former un moteur afin de responsabiliser les Européens en matière de défense européenne. La France le souhaite, la Pologne également, la halle est désormais dans le camp allemand.

Ce livre blanc peut servir à illustrer que les signaux envoyés aux partenaires européens, et notamment à la France, augurent d'adaptations structurelles. C'est essentiel en vue d'une coopération renforcée au niveau politique, mais également industriel. Si le projet de char franco-allemand doit se réaliser d'ici

à 2030, il ne pourra voir le jour dans ces délais que si les deux pays entretiennent une coopération étroite et soutenue en matière de politique de défense.

*\* Institut français des relations internationales.*



DESINS CLAREFOND

VIVIEN PERTUSOT

L'auteur, chercheur et responsable du bureau de l'Ifrri\* à Bruxelles, espère que le lancement outre-Rhin d'un livre blanc permettra de déboucher sur une véritable politique de défense européenne.

la Solitaire du FIGARO ERIC BOMPARD cachemire

ERIC BOMPARD cachemire

AG2R LA MONDIALE

SUZUKI

BENETEAU

FIGARO nautisme

METEO CONSULT

france 3

france bleue

france info